

# Présence Francophone: Revue internationale de langue et de littérature

---

Volume 60

Number 1 *Littératures francophones: un corp(u)s étranger?*

Article 10

---

12-1-2003

## Écriture du destin et destin de l'écriture, regards croisés sur René Philombe et Mongo Beti

Pierre Fandio

Follow this and additional works at: <https://crossworks.holycross.edu/pf>

 Part of the [French and Francophone Language and Literature Commons](#)

---

### Recommended Citation

Fandio, Pierre (2003) "Écriture du destin et destin de l'écriture, regards croisés sur René Philombe et Mongo Beti," *Présence Francophone: Revue internationale de langue et de littérature*: Vol. 60 : No. 1 , Article 10.  
Available at: <https://crossworks.holycross.edu/pf/vol60/iss1/10>

This Étude de Linguistique et de Littérature is brought to you for free and open access by CrossWorks. It has been accepted for inclusion in *Présence Francophone: Revue internationale de langue et de littérature* by an authorized editor of CrossWorks.

**Pierre FANDIO**  
University of Buea

## Écriture du destin et destin de l'écriture, regards croisés sur René Philombe et Mongo Beti

**Résumé** : Les objectifs d'autodétermination affichés par les agents des champs culturel et politique camerounais paraissent bien identiques. Le présent article, qui examine la réception des œuvres de Mongo Beti et de René Philombe au Cameroun et l'implication de cette dernière sur les rapports entre l'écrivain et l'ordre politique dominant, révèle toutefois que l'harmonie n'est qu'une façade dans la mesure où ces écrivains ne conçoivent l'institution de leur propre discours qu'en terme d'exclusion ou d'inféodation de tout discours dissident ou concurrent.

Cameroun, écriture, exclusion, inféodation, Mongo Beti, René Philombe

Les historiens du premier siècle de la littérature africaine de graphie occidentale retiendront que Mongo Beti et René Philombe furent des premiers militants de l'autonomie de l'institution littéraire en Afrique. Écrivains prolixes, ils furent tour à tour ou concomitamment écrivain, critique, éditeur et diffuseur du livre littéraire. La tentation est grande de penser que l'action de ces pionniers qui ambitionnent manifestement l'autonomisation du champ littéraire s'inscrit d'emblée en droite ligne de celles des autorités politiques d'avant et d'après l'indépendance du Cameroun. En effet, dès la fin du premier conflit mondial, l'autodétermination et l'indépendance du Cameroun, comme celles des autres colonies allemandes, sont une exigence de la communauté internationale et les mandats britanniques et français, une situation essentiellement transitoire.

Plus que tous les autres territoires de l'empire colonial allemand dépecé, le Cameroun a une chance supplémentaire d'être placé sous la double tutelle de la France et de la Grande-Bretagne, deux membres fondateurs de la SDN et de l'ONU, et membres permanents du Conseil de sécurité de la dernière organisation. Mieux, les deux puissances sont respectivement la patrie de la

*Présence Francophone*, n° 60, 2003

Déclaration universelle des droits de l'homme et la mère de l'Habeas Corpus. Le pays de Ruben Um Nyobè est ainsi tout à fait logiquement, pourrait-on dire, des premiers territoires africains à accéder à la souveraineté internationale à l'aube de 1960. C'est dire combien les agents du pouvoir symbolique et ceux du pouvoir politique et idéologique officiel semblent, pour une fois, « sur la même longueur d'onde » dans un espace que les dépliants touristiques présenteront d'ailleurs plus tard comme « une Afrique en miniature ». Notre étude ambitionne d'aller au-delà de ces impressions et présupposés doxiques consécutifs à la situation singulière du Cameroun, en interrogeant l'accueil effectif dont l'œuvre de Mongo Beti et de René Philombe font l'objet dans le champ idéologique camerounais.

Sans doute une conséquence de la qualité de ses puissances mandatrices, le Cameroun est devenu très tôt le « Quartier Latin » de l'Afrique coloniale française. Plus que le Sénégal ou la Côte-d'Ivoire, territoires français de longue date et qui par conséquent ont connu l'école occidentale très tôt, le Cameroun possède à la fin du deuxième conflit mondial le meilleur taux de scolarisation de l'A.O.F., l'Afrique-Occidentale française, et de l'A.E.F., l'Afrique-Équatoriale française. L'école qui y est plus répandue que partout ailleurs (Mouralis, 1984 : 77) dans l'empire colonial français est ainsi à l'origine de la naissance d'une classe d'écrivains qui ne tardent pas à être remarqués par des instances de légitimation métropolitaine. De nombreux Camerounais figurent ainsi en très bonne place sur la liste des lauréats des divers prix coloniaux. Dès 1935, Louis-Marie Pouka est lauréat du premier prix de la *Gazette* du Cameroun. D'autres prix suivront d'ailleurs pour l'auteur de « Pleurs sincères ». René Philombe, qui vient de fonder l'Association culturelle de Sa'a, fait une entrée fracassante dans le champ de l'écriture coloniale camerounaise avec le tout premier prix du Comité de l'expansion culturelle de la France d'outre-mer attribué à « Nden Bodo » en 1948. Sans doute encouragé par cette distinction, l'auteur redouble d'activités culturelles, littéraires et associatives. Dès la troisième semaine de l'indépendance du Cameroun, il crée la toute première association d'écrivains d'Afrique, l'Association des poètes et écrivains du Cameroun (APEC). Le credo du jeune « Pen-Club » est d'obtenir l'indépendance culturelle du pays dans le sillage de l'indépendance politique. Cet engagement paraît ainsi

logiquement de nature à sceller le « parfait amour » que semblent connaître l'ordre politique et l'ordre culturel ou littéraire. D'autres lauriers viennent d'ailleurs conforter le fondateur des tout premiers journaux culturels camerounais, *La Voix du citoyen* et *Bebela Ebug*.

À partir de 1963, l'intense activité créatrice de René Philombe est servie par l'avènement de la toute première maison d'édition d'Afrique francophone, les éditions CLÉ, le Centre du livre évangélique de Yaoundé. Son tout premier texte publié par la maison chrétienne, *Lettres de ma cambuse*, est un grand succès que couronne le prix Moctar de l'Académie française en 1965. Un an plus tard, le même récit est consacré par le premier prix du Centre international de la pensée et des arts français (C.I.P.A.F.). Des traductions des textes de René Philombe sont effectuées, alors que les programmes scolaires qui participent de la consécration des écrivains ne tardent pas à solliciter des extraits d'*Un sorcier blanc à Zangali*, de *Lettres de ma cambuse*, de *Sola ma chérie*, etc. Les examens de fin du cycle primaire, le concours d'entrée en classe de 6<sup>e</sup>, les épreuves du Certificat d'études primaires et divers concours administratifs et professionnels ont abondamment recours à ces mêmes textes pour des épreuves à fort coefficient d'Étude de texte et de Dictée; toutes actions et attitudes qui renforcent l'aura du créateur et accordent par conséquent une plus grande « visibilité sociale » aux agents du champ culturel. René Philombe obtient ainsi plus que des égards du champ politique.

À la suite d'une demande qu'il adresse au président de la République, les assises de l'APEC de 1967 sont prises en charge par l'État tandis que le président Ahmadou Ahidjo accorde une aide financière personnelle à l'association. Le capital culturel ainsi amassé par cet auteur pour qui la « littérature camerounaise n'est pas une littérature conformiste, elle se veut indépendante de toute idéologie et nettement progressiste » (*La Presse du Cameroun*, 12 juillet 1973 : 8), ne tarde pas à déteindre dans le champ politique voisin qui cohabite naturellement avec le champ littéraire dans l'espace sociétal. C'est ainsi qu'il est élevé en 1981, « au nom du président de la République », au rang de « Chevalier de l'Ordre de la valeur », l'une des plus hautes distinctions honorifiques civiles au Cameroun. Mieux, à côté de cette reconnaissance hétéronome, les écrits de René Philombe connaissent un succès

jamais égalé en librairie au Cameroun. Édités à plusieurs reprises, ils sont régulièrement épuisés, ce qui constitue un véritable triomphe autonome.

Mongo Beti et son œuvre connaissent un itinéraire somme toute similaire à celui de René Philombe et de la sienne en ces années de naissance de l'institution littéraire camerounaise. On se souvient que *Ville cruelle* (Présence Africaine, 1954), premier roman publié de Mongo Beti, est accueilli avec enthousiasme par la critique. *Mission terminée* (Corréat-Buchet-Chastel, 1957), son troisième roman, est distingué par le prix Sainte-Beuve en 1958. Dès le lendemain de l'indépendance du Cameroun, et bien avant les recommandations de la commission des experts africains, malgaches et français qui n'interviendront qu'après 1970, les programmes scolaires camerounais consacrent d'emblée des textes de Mongo Beti. Et contrairement à une certaine tradition française bien établie qui veut que les ouvrages couronnés par des jurys de prix littéraires bénéficient de la priorité à l'intégration dans les programmes scolaires, les nouvelles autorités du pays indépendant marquent une distance par rapport à la légitimation de *Mission terminée* accordée par des instances extérieures au champ littéraire (lire Fandio, 2002). Elles jettent leur dévolu sur *Ville cruelle*. Mieux que les textes de René Philombe, ceux de Mongo Beti sont l'objet de la lecture intégrale obligatoire dans les classes de seconde de l'enseignement secondaire général, ordre d'enseignement le plus répandu au pays. Bien plus, à partir du début des années 1970, avec l'ouverture du tout premier département d'études africaines dans une université africaine à l'Université fédérale du Cameroun à Yaoundé, des enseignements multidisciplinaires sont consacrés à l'œuvre de l'auteur de *Main basse sur le Cameroun*, notamment sous la direction du Pr. Thomas Melone : *Mission terminée*, *Le pauvre Christ de Bomba*, *Perpétue et l'habitude du malheur*, etc.

Des raisons objectives inclinent donc à penser que René Philombe et Mongo Beti, contrairement au Christ, furent prophètes en leur pays. Les responsables du parti au pouvoir ou gouvernementaux ont d'ailleurs rivalisé d'amitié pour Mongo Beti dès le lendemain de l'annonce de son décès. Le chef de l'État camerounais « en personne », ainsi que le rapporte l'éditorialiste

de la radio d'État, dit toute son émotion avant de saluer la mémoire

d'un essayiste talentueux et engagé.[...] Par la plume et le verbe, ajoute l'auteur de *Pour le libéralisme communautaire*, il aura contribué, de manière significative à l'affirmation des idéaux de liberté, de démocratie et de progrès dans la perspective de l'émancipation sociopolitique du Cameroun et de l'Afrique. (cité par *L'Union*, 12 octobre 2001, Libreville.)

Ferdinand Oyono, ci-devant ministre d'État chargé de la Culture, déclare toute sa tristesse face à la disparition de « l'un des écrivains les plus attachants de notre époque » avec qui il « entretenai[t] une relation ancienne et forte », avant de prophétiser « que son œuvre lui survivra et qu'elle sera une source d'inspiration pour les jeunes générations soucieuses de la réhabilitation de l'homme et de la culture noire. » (*Cameroon Tribune*, 10 octobre 2001.) Jacques Fame Ndongo, ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, Grégoire Owona, ministre et surtout secrétaire général adjoint du parti présidentiel, et d'autres « élites » du parti de Paul Biya confient en chœur leur peine de perdre un « excellent romancier » (Ndongo, 2001) ou leur « fierté particulière de savoir que cet esprit avait vu le jour » non loin de leur village (G. Owona, 2001). Même la presse indépendante qui ne mérite généralement que mépris et arrogance des hommes et femmes du pouvoir sert de support à cette subite vague de « glamour ».

L'attitude du *Cameroon Tribune*, journal gouvernemental dont le manque d'intérêt pour la chose culturelle depuis les années 1990 est évident, constitue certainement un cas d'école. Que le grand quotidien national consacre pas moins d'une douzaine d'articles en une dizaine de jours à un écrivain relève véritablement, comme dirait Pierre Bourdieu (1984 : 210), de l'extraordinaire dont seule l'inscription dans la série d'événements ordinaires à l'intérieur duquel il s'explique est susceptible d'éclairer la série tout entière. En tout cas, de mémoire de lecteur du journal de la rue de l'aéroport militaire de Yaoundé, aucun écrivain, ni même groupe d'écrivains, et ce, même au meilleur des années 1980 où ce journal a pourtant fait les beaux jours de l'institution littéraire au Cameroun, n'a jamais mérité pareils « encensements ». La décoration à titre posthume de l'auteur de *Remember Ruben* « au nom du président de la République » au grade de « Chevalier

de l'Ordre du mérite camerounais » et la gerbe de fleurs envoyée « personnellement » par le couple présidentiel camerounais à l'occasion des obsèques de l'écrivain contestataire semblent confirmer la considération que le sommet même de l'État camerounais accorde aux penseurs indépendants et à leurs productions.

Pourtant, une observation attentive atteste que René Philombe et Mongo Beti sont très loin d'être traités en héros sur le sol de leurs ancêtres ou sur celui des « amis » du régime en place, pas plus que leurs créations ne sont plus que tolérées ici comme là-bas. Nous ne reviendrons pas ici sur les sous-entendus et les présupposés « politiciens » des prix attribués par des instances coloniales aux écrivains indigènes<sup>1</sup>. L'on peut néanmoins relever que la dénomination même de certains consécrateurs est suffisamment éloquente quant à leurs intentions réelles. La France a beau être le pays de la Déclaration universelle des droits de l'homme, il est toutefois difficile de croire que le jury d'un prix comme celui du Comité de l'expansion culturelle de la France d'outre-mer ou celui des Poètes de la mer et de l'outre-mer qui honorent respectivement Louis-Marie Pouka et René Philombe, décerne des prix à des individus pour autre chose que pour les encourager à défendre la culture française dont l'expansion justifie partiellement la colonisation. Or, tout jeunes déjà, René Philombe et Mongo Beti acceptent plutôt mal l'imposition de la culture occidentale aux colonies et territoires assimilés. Les futurs écrivains rentrent ainsi très tôt au « maquis »<sup>2</sup> contre l'autorité coloniale. La biographie de l'un et de l'autre signale qu'ils sont renvoyés respectivement à l'âge de 11 et de 14 ans de l'école catholique à quelques jours ou semaines de l'examen de fin du cycle primaire pour « insoumission », « indiscipline » et « esprit frondeur »<sup>3</sup>.

L'on peut d'ailleurs légitimement s'interroger sur la qualité de certains textes ainsi couronnés. On sait par exemple combien la critique et les progressistes de tous bords qui ont célébré *Ville*

---

<sup>1</sup> Nous en parlons dans notre ouvrage en cours d'édition, *Le champ littéraire camerounais*.

<sup>2</sup> Le roman posthume de René Philombe s'intitule : *Bedi-Ngula, l'ancien maquisard*, Bayreuth, Bayreuth African Studies Series 65, 2002.

<sup>3</sup> Lire par exemple René Philombe, *Le livre camerounais et ses auteurs*, Yaoundé, Semences africaines; Joseph Désiré Zingui, préface de *Bedi-Ngula, l'ancien maquisard*, voir *supra* : II.

*cruelle* et *Le pauvre Christ de Bomba* s'interrogent ensuite sur les nouvelles intentions de Mongo Beti à la parution de *Mission terminée*. Au-delà de la dimension idéologique peu « engageante » du prix Sainte-Beuve en 1958, la qualité esthétique propre du texte est plutôt discutable :

Le roman, constate un critique, est mal construit : il faut, pour suivre les aventures insignifiantes de Medza, cette patience à laquelle convie l'auteur (p 37) : les digressions abondent, le style est uniformément plat. L'auteur inaugure une technique d'interpellation du lecteur : « vous souvient-il » (p .13) mais c'est pour l'abandonner aussitôt! Les personnages ne possèdent aucune individualité [...], l'humour y est rare et généralement fort épais (Salien, 1996 : 374).

La consécration d'une œuvre pareille, face à nombre de textes africains de meilleure facture de la « saison » 1957 tels que *Le docker noir*, (Présence Africaine, 1957), *Ô pays mon beau peuple* (Présence Africaine, 1958), *Maimouna* (Présence Africaine, 1958) ou *Climbié* (Seghers, 1958) paraît bien suspecte. Un rapprochement même rapide entre la qualité du texte ainsi « canonisé » et le moment où a lieu la consécration révèle toutefois que l'opération participe du « procès idéologique »<sup>4</sup>. Elle intervient en effet au lendemain de la censure du *Pauvre Christ de Bomba* (1956) par l'autorité coloniale. L'opération vise ainsi à la validation d'un type d'écriture en même temps qu'elle en disqualifie un autre. Le champ politique ou idéologique colonial, par ces actes contradictoires en apparence seulement, entend déterminer quel type de texte doit être produit, diffusé ou consommé au Cameroun. De fait, il s'approprie les prérogatives et le pouvoir — au moins implicites — de décider ce qui relève de la « bonne » ou de la « mauvaise » littérature, ou même ce qui peut être qualifié de « littéraire » ou non, attitude qui conteste *de facto* à l'institution littéraire camerounaise naissante toute possibilité d'autonomisation.

Dans cette tentative de « docilisation » et d'inféodation de l'imagination et de l'imaginaire, l'autorité coloniale, en plus du procès idéologique, recourt à la technique psychologique du « double bind ». Elle est, selon le mot de Rolland Jaccard, un

---

<sup>4</sup> « Le propre de l'idéologie, affirme Pierre Ansart, est de construire un double raisonnement d'invalidation et de validation du pouvoir. Le discours démontre le caractère illégitime et inférieur de toutes les autres possibilités historiques ou, à tout le moins, l'inadéquation de tout modèle par la situation présente. Ce faisant, il doit désigner et fournir les interprétations nécessaires à la condamnation des autres formes de pouvoir » (Ansart, 1977 : 43).



« stratagème prototypique de la terreur et de la confusion [...] injonction contradictoire qui consiste à assortir une demande explicite d'un appel affectif en sens contraire, de manière à bloquer le sujet dans une situation sans issues. » (Jaccard, 1979 : 102.) La forme utilisée avec un raffinement extraordinaire à l'endroit de René Philombe et de Mongo Beti consiste « à saper la confiance de l'autre dans ses réactions affectives en faisant alterner excitation-satisfaction ou passant sans transition d'un registre émotionnel à un autre. » (*Ibid.*) En effet, la biographie de l'auteur de *Bedi-Ngula, l'ancien maquisard* montre qu'à plusieurs reprises, cet infatigable promoteur culturel que l'autorité coloniale a fait souvent mieux que tolérer en le couronnant à plusieurs reprises, a été très régulièrement envoyé en prison par la même autorité coloniale (voir Eno-Belinga et autres, 1979). L'interdiction qui frappe *Le pauvre Christ de Bomba* (1956), qui connaît pourtant un grand succès auprès de la critique en même temps que *Mission terminée* (1957) est couronnée, semble également participer de cette stratégie.

Le destin de René Philombe et de Mongo Beti n'est d'ailleurs guère spécialement différent avec l'indépendance du pays (lire Fandio, 2002), le régime postcolonial camerounais ayant récupéré et appliqué à la perfection les méthodes coloniales de répression de la pensée dissidente. Une « simple » anecdote de la vie de René Philombe traduit plus que toutes les analyses l'exemplarité de la méthode qui fit des « merveilles » dans les camps de rééducation en Union soviétique. La dixième arrestation arbitraire de l'auteur de *C'est moi le vrai martyr* depuis l'indépendance de son pays par la DIREDOC (la police politique du président Ahmadou Ahidjo), le 23 avril 1981, fait de René Philombe un cas unique et absolument atypique de « Chevalier de l'Ordre et de la Valeur » camerounais. Elle a en effet lieu le jour même où le « Conseil supérieur des ordres nationaux siégeant ce jour-là [le] rangeait, lui, dans un groupe d'honnêtes citoyens, pour être décoré de la médaille de Chevalier de l'Ordre et de la Valeur » ainsi que le révèle non sans humour le récipiendaire dans sa lettre ouverte au président camerounais (voir Philombe, 1984 : 3).

Il serait fastidieux de rappeler toutes les occasions où l'« Assistance technique » multiforme de l'ancienne puissance

mandatrice, la France, prête main-forte à son ex-colonie dans la répression des intellectuels mal-pensants, de nombreuses publications très documentées y ayant été consacrées<sup>5</sup>. Néanmoins, des cas généralement ignorés, mais qui traduisent mieux encore le sort des créations des écrivains indésirables en Francophonie, méritent l'attention. Mieux que toutes les actions politiques et policières de la France à l'endroit de René Philombe et surtout de Mongo Beti, l'attitude de certains agents du champ littéraire hexagonal relève d'un terrorisme pernicieux et très efficace parce que provenant des personnes « objectivement au-dessus de tout soupçon ». L'édition et les jurys institutionnels de prix littéraires épousent souvent au pays de la Déclaration universelle des droits de l'homme les contours de poste avancé de la répression des écrits non « senghorien » dans le champ littéraire africain.

En effet, alors que *Africapolis* est sélectionnée par le jury du prix du Concours théâtral inter-africain, un contrat en bonne et due forme est signé entre René Philombe et l'ORTF pour l'édition de la pièce. Quelques semaines plus tard, l'ORTF décide unilatéralement de ne pas publier la pièce parce qu'elle est, dit-elle, « impubliable en Afrique, à cause de son caractère satirique à l'égard de certains chefs d'État. » (Zimmer, 1986 : 73.) La pièce qui avait connu un succès retentissant dès ses premières représentations même devant des représentants officiels à Bafoussam et à Yaoundé, est plus tard interdite de représentations au Cameroun. La décision de l'ORTF a ainsi anticipé et légitimé par avance la censure qui ensuite frappe la pièce au Cameroun. La critique littéraire, non partisane par essence, prend, elle aussi, ce visage hideux de Madame Anastasie. Il est inutile de revenir sur l'attitude de la presse française en général et surtout de celle dite « de gauche » face à l'œuvre de Mongo Beti. Cependant, si l'on peut éluder la réserve que les concepteurs des programmes scolaires français observent à l'égard de l'un des meilleurs écrivains francophones du XX<sup>e</sup> siècle, l'on ne peut que très difficilement ne pas s'interroger face au « silence » ou à « l'ignorance » de la critique.

---

<sup>5</sup> Lire notamment Mongo Beti, *Main basse sur le Cameroun, La France contre l'Afrique*, etc.; Ambroise Kom, « Mongo Beti, prophète de l'exil », *Notre librairie*, n° 99, Paris, CLEF, 1990; « Mongo Beti, l'infatigable militant », *Éducation et démocratie en Afrique, le temps des illusions*, Paris/ Yaoundé, L'Harmattan/CRAC, 1996.

*Littérature d'Afrique noire de langue française* (Paris, PUF, 1976) de Robert Cornevin, par exemple, fut pendant longtemps un ouvrage de référence pour nombre de chercheurs en littérature africaine. Pourtant, à la lecture, l'on s'aperçoit que le livre semble bien participer de la stratégie de validation et de l'invalidation d'un type d'écriture et d'écrivains au détriment d'un autre. Des oublis ciblés d'un Robert Cornevin dont le moindre atout n'est pas, comme il le reconnaît lui-même (est-ce un paradoxe?), de connaître et d'avoir rencontré à plusieurs occasions la majorité des créateurs recensés, paraissent plutôt étranges. Il est en effet surprenant que le chercheur, qui signale que l'écrivain guinéen Camara Laye vit en exil, « oublie » d'en faire autant pour Mongo Beti qui, déjà en 1976, est le doyen des écrivains exilés africains en France. De plus, l'ouvrage, publié en 1976 par un africaniste français résidant en France, disposant des moyens que l'on sait et côtoyant, comme il le rappelle également à plusieurs occasions dans l'ouvrage, les éditeurs africanistes, ne mentionne pas *Main basse sur le Cameroun* paru chez François Maspero, en 1972, et dont l'arrêté d'interdiction du ministre Raymond Marcellin qui le frappe fait grand bruit dans la presse française<sup>6</sup>. Le texte de Robert Cornevin passe également sous silence *Perpétue et l'habitude du malheur* (1974) et *Remember Ruben* (1974). Pourtant, le seul retour de Mongo Beti à l'écriture en 1972, c'est-à-dire quinze ans après son dernier ouvrage, aurait mérité de la part du spécialiste d'être signalé dans un catalogue dont la collecte des observables s'est arrêtée au début de 1975, trois bonnes années après la parution et l'interdiction de *Main basse sur le Cameroun*, et dix-sept ans après le début de l'exil de Mongo Beti.

Ces « sauts qualitatifs » et bien d'autres qu'il est inutile de rappeler ici attestent qu'une bonne partie de la critique africaniste française fonctionne, ainsi que le relève Odile Tobner (1979 : 145) à propos de la présentation de l'œuvre de Frantz Fanon dans *Littérature nègre* de Jacques Chevrier, comme un mode de « digestion » que la « critique bien-pensante » se croit obligée d'effectuer afin de rendre supportables et comestibles les textes

---

<sup>6</sup> « Autrefois, on interdisait des livres "de provenance étrangère" sous le prétexte qu'ils "troublaient l'ordre public en France". Maintenant, c'est plus simple. On interdit des livres sur l'Afrique pour faire plaisir aux gouvernements locaux. Comme celui d'Ahidjo qui fit exécuter cinq dirigeants de l'opposition en décembre 1970, quelques jours après que Franco eût gracié les Basques condamnés à mort à Burgos. Messmer va certainement suivre cela de près, lui qui était haut-commissaire au Cameroun du temps de la colonie » (cité par Abel Eyinga, *Le Canard enchaîné*, n° 2698, 12 juillet 1972).

de certains écrivains africains dont la lucidité terrorisent la bonne conscience de toute une civilisation. Il ne serait dès lors pas exagéré de franchir le pas de penser que, par l'exil signalé de Camara Laye, le chercheur entend, tout comme le pouvoir de Paris, dénoncer le régime dictatorial de Sékou Touré ou continuer à sanctionner le président guinéen pour le cinglant « non » historique de 1958; alors que « l'oubli » qui frappe Mongo Beti participe de l'« Assistance technique » au régime du président Ahmadou Ahidjo que la France porte à bout de bras depuis le début de l'indépendance, « pour services rendus à la mère patrie ». Une explication autre semble d'autant difficile à tenir que aussi bien le pouvoir de Conakry que celui de Yaoundé constituent alors objectivement des dictatures sanguinaires et abjectes que les défenseurs des droits de l'homme, à la différence notable de la section française d'Amnesty International pour le Cameroun, dénoncent assez régulièrement.

La consécration et la critique inféodées constituent ainsi une version sans doute plus « douce », mais redoutablement efficace, dans le champ symbolique de l'« Assistance technique française » qui est à l'origine des ravages politiques et économiques que Mongo Beti et René Philombe dénoncent.

Au Cameroun même,

Les conditions de la consécration de la littérature camerounaise depuis les années 60 par le pouvoir politique, le choix des agents, des instances et des agents récompensés aussi bien que le moment choisi pour décerner la reconnaissance fonctionnent comme des moyens de contrôle de la création, de la production de la diffusion et même de la consommation de la littérature nationale. [...] tandis que le prix fonctionne comme un code de régulation, de mobilisation et de répression des déviations. (Fandio, 2002 : 133.)

Dès lors, on peut valablement interroger l'objectivité de la presse officielle camerounaise qui n'a pourtant jamais ménagé Mongo Beti « et ses amis »<sup>7</sup> et qui semble lui avoir déroulé un véritable tapis rouge à l'occasion de son décès et de ses obsèques. Une simple lecture des titres mêmes des articles indique une hostilité à peine contenue, surtout si l'on les met en intertextualité avec

<sup>7</sup> À l'occasion de son retour au Cameroun en 1991 après 32 ans d'exil ininterrompu en France, Mongo Beti eut droit à une campagne de lynchage médiatique de la part du *Cameroon Tribune* (journal gouvernemental) et du *Patriote* (journal proche du parti unique). Lire Ambroise Kom, « Mongo Beti Returns to Cameroon: A Journey into Darkness », *Research in African Literature*, hiver 1991, vol. 22, n° 4.

les intitulés d'autres articles de la même presse à l'endroit du même personnage. Dès le 9 octobre 2001, au lendemain du décès de l'auteur, on peut lire en pages intérieures du *Cameroon Tribune* : « Roi sans couronne » par Osvalde Lewat et « Plongée d'un Albatros sublime » par Roger Owona. Le premier article fait écho, plus qu'implicitement, à un autre publié dans le même journal. En effet, à l'occasion du premier voyage de celui que le journal gouvernemental présente alors comme « un touriste français », un article au vitriol rapporte dans un style fort ampoulé la déchéance et la défaite supposées de « l'illustre ingrat » qui, selon l'éditorialiste, pense donner le coup de grâce au pouvoir du président Biya alors menacé d'effondrement par une vaste campagne de désobéissance civile :

Il est venu, il a vu, il a été vaincu [...] Il s'est imaginé dévalant le sommet du Fako [mont Cameroun, le plus haut sommet de la côte atlantique africaine] dans une apothéose de violence, d'émeutes, de feux et de sang, pour porter l'estocade au régime en place. [...] De par sa culture, Mongo Beti est donné pour un équilibré. Mais il fait lui aussi de la paranoïa. Comme son petit carré de fidèles. [...] Nous attendions le démiurge, nous découvrons le roturier. [...] Nous devons tous nous sentir concernés et rester vigilants. Sinon aux prochaines élections, il nous faudra choisir entre une franche crapule et un surdoué de l'incapacité. (*Cameroon Tribune*, n° 4838, 5 mars 1991 : 23.)

Des rapports dialogiques plus explicites encore lient « Plongée d'un Albatros sublime » à un autre article de la presse « officielle » alors que l'incapacité légendaire décrétée de l'auteur du *Dictionnaire de la Négritude* fonctionne comme la constante. L'oiseau de Baudelaire avait également inspiré des rédacteurs de la presse officieuse en 1991 :

Comme l'Albatros des *Fleurs du mal*, le voilà chaperonné et récupéré par les troupes de la jacquerie tribale, de l'anarchie et du happening permanent. Dans cet étrange attelage, le sol de Vimili se dérobe sous ses pieds, les mânes des ancêtres ouvertement rechignent. Ils ne voient ni l'enfant prodigue, ni l'archange du raisonnable et du meilleur possible. Cet amphitryon des salons parisiens et esthète d'antan de la phrase assassine et de l'épithète qui ruine ne sait que bredouiller des banalités tirées d'un vieux registre des insultes contre le régime d'autrefois... (*Le Patriote*, n° 63, 11 mars 2001 : 2.)

Au-delà des titres, les divers contenus confirment les procédés de réécriture dont une analyse sommaire permet de dégager trois modes de conversion : les transformations maximales, les transformations minimales et les constantes qu'il serait sans doute

fastidieux d'analyser en détail ici. On peut néanmoins noter assez rapidement que l'hypertexte et l'hypotexte dialoguent très abondamment dans les papiers respectifs et, comme dirait Branco Popovic (1997 : 32), « lorsqu'une version prend naissance, la création dérivée ne change pas de genre ». L'article de Roger Owona, par exemple, reste ainsi dans l'architextualité initiale, en changeant seulement de registre, alors que la transformation est maximale ainsi que le montrent le titre et le contenu de l'article « Commentaire. Plongée d'un Albatros sublime » :

Briseurs d'icônes? Soupe-au-lait? Empêcheur de mariner en rond? Mongo Beti, c'est tout cela à la fois. Homme entier, personnage altier, aux yeux de beaucoup, il sera apparu comme l'indécrottable militant de *causes perdues, pour ne pas dire... saugrenues*. Il lâche sa sublime plume, (souvent) incompris, (généralement) mal compris, comme tous les *albatros, ses ailes de géant l'auront rendu gauche*. Ces ailes fatalement ne lui auront pas permis de voler dans le ciel de compromissions trop... terriennes. (R. Owona, 2001 : 11; nous soulignons.)

La permanence du dialogue entre le texte déduit et le texte inducteur est plus saisissante avec « Roi sans couronne ». Oswald Lewat entame ainsi son « hommage » :

C'est avec beaucoup de gêne. Oui, beaucoup de gêne qu'il faut réaliser que, de toute son immense carrière, Mongo Beti ne reçut jamais de distinction littéraire internationale. Ni prix, ni décoration. Pas même la plus banale reconnaissance de quelques lecteurs enthousiastes. [...] Mongo Beti s'en va avec un Curriculum Vitae qui n'aura d'autre éclat que celui de ses différentes publications. [...] Avec sa mort, la voie est ouverte aux récompenses posthumes. (Lewat, 2002 : 11.)

Certes, la tradition au Cameroun veut que les héros ne soient reconnus qu'à titre posthume. Pour Mongo Beti et René Philombe, la tradition est effectivement respectée. Mais, prétendre comme la fonctionnaire de la SOPÉCAM que Mongo Beti n'a jamais reçu de prix littéraire relève de la contre-vérité; à moins de comprendre par « distinction littéraire » une distinction offerte par une instance politique officielle camerounaise ou « amie ». On peut rappeler le tout premier Sainte-Beuve africain de *Mission terminée* évoqué au début de cet exposé. De plus, quelques mois seulement après son retour du Cameroun, Mongo Beti n'est-il pas honoré avec son *alter ego* René Philombe par le Fonlon-Nicholls Awards 1992 de l'African Literature Association? Le fait

que la presse locale n'en a pas parlé empêche-t-il le journaliste de le savoir? Madame Lewat, qui est pétrie de l'œuvre de Mongo Beti comme ses nombreux compatriotes, ainsi que le rappelle à juste titre le ministre de la Culture Ferdinand Oyono, n'ignore pas que le promoteur de *Peuples noirs – Peuples africains* a toujours regardé avec un souverain mépris la fringance et les honneurs factices décernés par des instances politiques à un agent du champ culturel en Françafrique.

La « sainte ignorance » des journalistes de la presse officielle camerounaise semble d'autant insuffisante à expliquer ces « lacunes » qu'à d'autres occasions, les journalistes de la même *Cameroon Tribune* savent se montrer professionnels. En tout état de cause, le lynchage médiatique dont l'auteur de *Lettre ouverte aux Camerounais ou la deuxième mort de Ruben Um Nyobè* est l'objet en 1991 est trop évidemment sollicité pour que le lecteur ne puisse pas y penser en découvrant les textes actuels, les mutations formelles perceptibles étant ici imputables en partie à l'inscription de la (nouvelle) campagne dans une sphère sociale, politique et idéologique passablement différente. Les rédacteurs du journal gouvernemental n'ignorent nullement que la consécration d'un écrivain ne saurait se limiter aux seuls prix littéraires. L'école, la métatextualité ou l'accueil du public en général font bien partie du « poids » de l'écrivain, ainsi que le relèvent Hervé Hamon et Patrick Rotman (1981 : 83). Pour un créateur qui écrit à partir d'un pays dominé, ces paramètres sont souvent plus déterminants encore, comme semble le suggérer — est-ce vraiment un paradoxe? — la même Oswald Lewat quand elle parle justement de « lecteurs enthousiastes ». Mongo Beti, comme tous les autres écrivains de la « périphérie francophone », ne provient-il pas d'un univers culturel où l'institution littéraire, quand elle existe, est encore embryonnaire, et de fait, peu susceptible d'autonomie?

Ainsi que le constate Alain Ricard, « le premier public de la littérature [africaine] écrite est aujourd'hui scolaire : élèves, étudiants, professeurs sont les premiers lecteurs, lecteurs « professionnels », lecteurs attentifs, qui sont la première critique véritable. » (Ricard, 1975 : 19.) Les programmes scolaires camerounais ont de ce point de vue payé le meilleur tribut à l'auteur de *Remember Ruben* comme évoqué plus haut. Mieux,

selon une enquête de Daniel Huguet et Félix Bikoï (1989), inspecteurs nationaux de français au ministère de l'Éducation nationale, *Ville cruelle* aura été un texte de lecture intégrale pendant plus de vingt ans au second cycle de l'enseignement général, pendant les trente premières années d'indépendance du Cameroun, mieux que tous les autres écrivains, y compris français. Et dès le début des années 1970, *Mission terminée* est étudiée dans le sous-système anglophone en version anglaise. Madame Lewat peut effectivement ne pas savoir le nombre de travaux universitaires de très haut niveau consacrés à son compatriote de par le monde et même par d'autres Camerounais, bien que le numéro spécial de *Présence Francophone* intitulé « Mongo Beti : 40 ans d'écriture 60 ans de dissidence », dirigé par un enseignant de l'université de Yaoundé, avait fait le point à cet égard en 1993<sup>8</sup>. Cependant, le succès en librairie de Mongo Beti ne peut pas échapper à la journaliste qui vit à Yaoundé où circule en édition de poche, au moins l'avant-dernier roman de l'auteur, *Trop de soleil tue l'amour*, moins de deux ans seulement après sa publication. L'édition de poche constitue pour un écrivain, même occidental, une preuve incontestable du succès en librairie. De plus, les versions en russe, en polonais, en tchèque, en allemand et bien sûr en anglais des œuvres de Mongo Beti sont disponibles dans sa Librairie des peuples noirs, dans la capitale camerounaise.

Sans forcément céder à la paranoïa, une chose paraît cependant évidente à tout observateur. Si la campagne d'hommage de la presse officielle et de certains hommes politiques camerounais ne peut nécessairement être comparable à l'entreprise de démolition orchestrée en 1991 par la presse d'État avec le succès que l'on imagine — les Camerounais anonymes furent toujours plus nombreux à chaque sortie du « touriste » —, on est toutefois fondé à douter de la bonne foi et de la volonté des uns et des autres de perpétuer véritablement la mémoire de celui qui pourtant, selon le mot même du président de la République du Cameroun, « aura contribué, de manière significative, à l'affirmation des idéaux de liberté, de démocratie et de progrès » pour toute l'Afrique.

---

<sup>8</sup>*Présence Francophone*, « Mongo Beti : 40 ans d'écriture 60 ans de dissidence » (sous la direction d'Ambroise Kom), Sherbrooke, Université de Sherbrooke, n° 42, 1993. L'article de Cilas Kemedjio fait le point sur les principaux travaux consacrés de par le monde à Mongo Beti.



Certains silences paraissent à cet effet aussi éloquents que semblent vides de longs discours d'hommage posthume à Mongo Beti ou René Philombe. Sur un plan strictement métatextuel, par exemple, il est curieux qu'aucun extrait des textes d'un auteur dont on veut perpétuer la mémoire ne soit cité dans tant d'articles de la « littérature mortuaire ». On sait pourtant combien les fragments des discours du chef de l'État et des ministres sont repris dans les articles du *Cameroon Tribune* ou de la télévision et de la radio d'État. L'attitude des journalistes « officiels » ressemble fort à un musellement symbolique et même physique, phénomène dont Mongo Beti de son vivant a d'ailleurs souvent été victime de la part des autorités camerounaises et « amies ». Il serait sans doute fastidieux de revenir sur la bibliographie de l'auteur établie par le journal gouvernemental « savamment » amputée des textes qui gênent comme *Main basse sur le Cameroun*, *La France contre l'Afrique*, etc. à la suite d'un article dont le sous-titre prétend à une certaine exhaustivité : « Un écrivain profond : l'ensemble de son œuvre a contribué à réveiller les consciences sur les problèmes africains » (Bikele, 2002). Toujours est-il qu'en une douzaine d'articles consacrés à l'« Albatros sublime », on n'apprend presque rien de la biographie d'un Mongo Beti dont la vie entière est cousue de conflits avec toutes les instances qu'il soupçonne de participer directement ou indirectement à l'oppression du petit peuple. Il a d'ailleurs de fait souvent eu maille à partir avec ses congénères, des médias et même ses propres amis. Les journalistes du *Cameroon Tribune* ne peuvent, par exemple, n'avoir jamais entendu parler de l'altercation qui opposa en janvier 1995 Mongo Beti à la police camerounaise et dont la presse indépendante et la presse internationale parlèrent abondamment. La subite amnésie à laquelle semble convier le journal gouvernemental confirme ce que dit Pierre Bourdieu de l'action pernicieuse des médias inféodés :

Une part de l'action symbolique de la télévision, au niveau des informations par exemple, consiste à attirer l'attention sur des faits qui sont de nature à intéresser tout le monde, dont on peut dire qu'ils sont omnibus — c'est à dire pour tout le monde. Les faits omnibus sont des faits qui, comme on dit, ne doivent pas choquer, qui intéressent tout le monde mais sur un mode tel qu'ils ne touchent à rien d'important. (Bourdieu, 1996 : 16.)

Mieux, à lire le traitement du décès et des obsèques de René Philombe décédé quelques jours seulement après Mongo Beti, on comprend vite combien les nombreux « éloges » du *Cameroon Tribune* ressemblent à un faisceau de contre-discours destinés à brouiller le discours dissident du « Professeur en rébellion »<sup>9</sup> afin de le rendre inaudible ou inaccessible grâce au phénomène de physique bien connu de « fading ». En effet, si l'on peut légitimement s'offusquer qu'un créateur de la trempe de René Philombe n'ait eu droit qu'à un quart de page du journal gouvernemental, il est important de constater que l'essentiel est dit sur cet autre pionnier des lettres camerounaises. Au contraire de toutes les contributions consacrées à Mongo Beti, « René Philombe, tel qu'en lui-même » s'ouvre par des vers du cru de l'auteur défunt alors que deux autres extraits de textes de l'auteur du *Livre camerounais et ses auteurs* viennent agrémenter la communication. Sont ainsi rappelées succinctement les activités créatives, éditoriales, culturelles et associatives, et bien entendu, les consécration du « poète visionnaire, lyrique, réaliste et révolutionnaire » :

Son œuvre littéraire est abondante et touche pratiquement à tous les genres. Écrivain autodidacte, il reste un auteur à succès. [...] Fondateur en 1960 de l'Association des Poètes et Écrivains du Cameroun (APEC), il peut être, à juste titre, considéré comme un authentique écrivain populaire (Amougou, 2001 : 15).

Le professionnalisme du journal qui célèbre au passage « le symbole de la résistance intellectuelle » (*ibid.*) qu'est René Philombe jure étrangement avec tout ce qui se passe pour Mongo Beti.

Les « révélations » de l'un des tout premiers articles du Grand Quotidien National consacré à l'événement mérite sans conteste une analyse étendue que le présent article ne peut permettre. Le « journaliste d'investigation » dévoile, la main sur le cœur, qu'il aurait réalisé le tout premier entretien avec Mongo Beti qui vit au Cameroun depuis... 10 ans, si celui-ci ne s'était pas empressé de décéder à ce moment précis!

Nous étions, se désole Raphaël Mvogo, en quête d'un entretien avec cette lumière étincelante qui a illuminé de manière exceptionnelle, et de par la puissance de ses mots qu'il maniait à merveille, le ciel de la littérature d'expression française. Mieux qu'un entretien classique, il

<sup>9</sup> Titre à la « une » d'*Afrique Magazine*, novembre 2001.

était question pour nous en fait de découvrir les facettes cachées de l'écrivain, bref, son univers personnel, à la faveur de la rubrique « Jardin secret » ou « L'autre vie des stars » (Mvogo, 2001).

Le silence de l'université, du ministère de la Culture, du ministère de la Communication semble à cet effet plutôt assourdissant. Ces institutions ont chacune, à un moment ou à un autre, « célébré l'excellence », même ces dernières années où à cause de la crise économique, divers budgets ont été supprimés. On se rappelle qu'au plus fort de la crise économique en 1993, les enseignants-chercheurs et le personnel administratif n'ont pas perçu leurs traitements pendant des mois. Pourtant, le ministère de l'enseignement supérieur et l'université de Yaoundé I ont pu rassembler des fonds pour organiser un colloque international afin de rendre hommage à Tchicaya U Tam'si. Si l'une des plus importantes résolutions de ladite rencontre qui institue les « Journées Tchicaya U Tam'si » n'a jamais été mise en œuvre, il convient toutefois de reconnaître que cette cérémonie fut le plus important hommage rendu à l'écrivain congolais sur le sol africain. Il est inutile ici de rappeler les convergences idéologiques entre l'auteur du *Glorieux destin du Maréchal Nnikon prince qu'on sort* (Présence Africaine, 1979) et celui de *Branle-bas-en noir et blanc* (Julliard, 2000). Or, le Cameroun dispose aujourd'hui de cinq universités supplémentaires<sup>10</sup> et d'autant de raisons d'organiser au moins une rencontre de ce genre pour Mongo Beti, René Philombe ou Francis Bebey; d'autant plus que la situation économique du pays est visiblement moins mauvaise qu'il y a dix ans. Le plus simple ne serait-il pas par exemple de baptiser un amphithéâtre ou une université du nom des défunts comme cela se passe ailleurs?

Le ministère de la Culture, quant à lui, est dirigé par Ferdinand Oyono, écrivain dont le nom est cité presque spontanément avec celui de l'auteur de *Sans haine et sans amour* quand on parle des pionniers de la littérature africaine d'expression française. L'auteur du *Vieux Nègre et la médaille* n'a d'ailleurs pas manqué de rappeler la portée de la contribution de son *alter ego* dans le champ littéraire africain :

---

<sup>10</sup> À titre individuel, de nombreux enseignants ont effectivement rendu hommage à leur manière aux écrivains camerounais et africains disparus ces temps derniers. Des revues scientifiques et la presse indépendante locale et internationale en ont souvent été le support. Le journal *Patrimoine* de Marcellin Etoa de l'Université de Yaoundé I a ainsi dédié des éditions spéciales à Francis Bebey, Mongo Beti, René Philombe et Léopold Sédar Senghor.

Sa disparition est une grande perte d'abord pour le patrimoine culturel auquel il a apporté une contribution considérable. [...] Mongo Beti a apporté une contribution importante à la connaissance de la culture camerounaise et de son rayonnement universel. Nous voyons en lui un créateur de talent et souhaitons que d'autres jeunes puissent prendre la voix qui était la sienne pour l'enrichissement et le rayonnement civilisationnel de notre culture. (Ferdinand Oyono, entretien accordé à Amougou, 2001 : 19.)

Le commun des Camerounais pouvait à juste titre s'attendre à ce que des déclarations du numéro un de la culture soient suivies d'actes concrets. Celui-ci serait d'autant fondé à en poser que, comme tout ministère de la République au Cameroun, le ministère de la Culture applique la politique du chef de l'État, lui-même essayiste. Le président camerounais a d'ailleurs dit tout le bien de la pensée de son compatriote et collègue dans sa correspondance à Odile Biyidi :

J'ai appris avec émotion la nouvelle du décès de votre époux, M. Alexandre Biyidi, alias Mongo Beti, homme de culture et écrivain de renom. Je garde du regret le souvenir d'un essayiste talentueux et engagé. [...] Par la plume et par le verbe, il a contribué, de manière significative à l'affirmation des idéaux de liberté, de démocratie et de progrès dans la perspective de l'émancipation socio politique du Cameroun et de l'Afrique. (cité par *L'Union*, Libreville, n° 7729, 12 octobre 2001 : 6.)

Ce même ministère en charge de la Culture n'a-t-il pas, des années auparavant, organisé des soirées-hommages à l'image de celle consacrée à la chanteuse Bety Bety?

Le silence sans doute le plus troublant est sans conteste celui du ministère de la Communication. Traditionnellement dirigé par le porte-parole du gouvernement, il assume tout aussi traditionnellement la présidence du conseil d'administration de l'Office de la radio et de la télévision nationales. À ce titre, il organise généralement des cérémonies culturelles dont la radio et la télévision publiques rendent abondamment compte. Bien souvent, ces dernières récompensent elles-mêmes des artistes de l'année de tous genres. L'une des plus importantes ces dernières années est d'ailleurs la « Nuit des Épis » qui a couronné en 1995 de nombreux créateurs et essayistes, dont l'actuel titulaire du poste pour un ouvrage publié... en 1988. De plus, ce ministère est dirigé par un spécialiste local de Mongo Beti. En effet, Jacques

Fame Ndongo le rappelle, non sans une pointe de fierté légitime, à la radio, à la télévision, à *Cameroon Tribune* et même à la presse privée<sup>11</sup> avant de « porter ses réserves » à la radio d'État :

Je crois que le plus important en ce qui concerne l'itinéraire de Mongo Beti, c'est sa densité esthétique [...] Je regrette qu'il ait parfois mis l'accent sur la politique. S'il avait approfondi l'aspect strictement littéraire et esthétique, il n'est pas exclu qu'il aurait pu obtenir, peut-être pas le prix Nobel, mais un des prix les plus en vue en France. Par exemple le prix Renaudot ou le prix Goncourt qu'il n'a jamais pu obtenir, à la différence d'un Yambo Ouologuen ou bien d'Ahmadou Kourouma. Il était tout aussi doué qu'eux. S'il avait donc mis l'accent sur le volet strictement littéraire, il est fort à parier qu'il eût été effectivement un romancier ayant atteint les cimes de la notoriété au niveau littéraire. (*CRTV-Radio*, 11 octobre 2001.)

Écrire en pays dominé plus qu'ailleurs a toujours signifié pour Mongo Beti mettre en cause la réalité :

L'écriture n'est plus en Europe que le prétexte à l'inutilité sophistiquée, du scabreux gratuit, quand chez nous elle peut ruiner des tyrans, sauver les enfants des massacres, arracher une race à l'esclavage millénaire, en un mot servir. Oui, pour nous, l'écriture doit servir à quelque chose. (Mongo Beti, *Peuples noirs – Peuples africains*, n° 11 : 91.)

Que le critique qui a une fréquentation si assidue de la pensée du « lion qui rugira désormais de l'au-delà »<sup>12</sup> invite la postérité à ne retenir de l'auteur que « l'esthète pur » auquel l'écrivain a ainsi toute sa vie lutté pour ne point être assimilé, ressemble à une insistante invitation au silence éternel. On comprend sans doute mieux encore l'emportement de la veuve Biyidi : « Les gens qui l'ont bouffé tout cru ont voulu le bouffer mort. Maintenant qu'il est mort, on veut décorer son cadavre [NDLR : Chevalier de l'Ordre du Mérite Camerounais], parce que pour ces gens-là, son grand mérite, c'est d'être mort. » (cité par Jean-Marie Molo Olinga, *Afrique Magazine*, novembre 2001 : 3.)

René Philombe est en réalité logé à la même enseigne, bien que les conditions de son « enterrement » paraissent différentes, comme on vient de le voir. Les quelques lignes consacrées à l'auteur d'*Africapolis* qui a fait tout ce que l'on sait pour la littérature camerounaise, participent de l'expédition destinée à précipiter au plus vite dans l'oubli éternel un créateur qui a (trop?) souvent

<sup>11</sup> Entretien rapporté par *La Nouvelle Expression* du 9 octobre 2001, édition spéciale.

<sup>12</sup> Titre de *L'Autre Afrique* du 23 octobre 2001.

dénoncé « la pensée unique, l'autorité suprême, la puissance des fonctionnaires, le culte de la personnalité, les abus de toutes sortes, la paupérisation des masses paysannes », bref, chanté « pour ceux qui n'ont pas le droit de chanter. » (Zimmer, 1986 : 74.) Dans tous les cas, conscients ou non, les « retards » ou « oublis » signalés fonctionnent comme une (autre) ruse du pouvoir qui vise à bâillonner ou à démolir à jamais la mémoire des auteurs pour qui « écrire sur l'Afrique noire, c'est prendre partie [...] Impossible de sortir de là. Ami ou ennemi, tel est le dilemme. Quiconque veut en sortir est obligé de tricher. » (Ela, 2001 : 4.)

La similitude des objectifs d'autonomisation du champ culturel national poursuivis par Mongo Beti, René Philombe et leurs pairs avec ceux d'autodétermination et d'indépendance proclamés par les agents de l'ordre politique, au terme de l'analyse, n'est qu'apparente. En portant avec eux le poids de l'Afrique, comme dirait le sociologue camerounais Jean-Marc Ela, les deux écrivains assument « le risque d'écrire à partir de la mémoire de rébellion qui structure la sensibilité et l'intelligence d'une génération africaine dont la conscience s'affirme en rupture avec le paradigme colonial et post-colonial de l'obéissance et de la soumission » (*Ibid.*). L'attitude des autorités coloniales et postcoloniales et de leurs « amis » à l'égard de ces *founding fathers* de l'institution littéraire camerounaise, qui semble relever de l'extraordinaire, participe ainsi en réalité du paradoxe stratégique. Les prix littéraires et distinctions honorifiques, l'action policière et le lynchage médiatique, la campagne d'exaltation des médias publics et les divers hommages posthumes à Mongo Beti ou à René Philombe, pour contradictoires et hétéroclites qu'ils puissent apparaître au premier abord, semblent dès lors concourir à la ruse de l'empire dans son désir d'exclure à défaut d'inféoder tout discours dissident ou concurrent dans le champ symbolique national.

Il est évident aujourd'hui que ce ne sont ni les personnalités ni les institutions de la République qui manquent pour perpétuer la mémoire de Mongo Beti et de René Philombe dans leur pays, à défaut de les avoir consacrés de leur vivant. Sans doute le feront-elles dans un avenir plus ou moins lointain? En attendant, la campagne d'émotion évoquée, loin de constituer un hommage solennel de la République, rappelle une belle couronne mortuaire

subtilement tressée aux idéaux défendus toute leur vie par les auteurs de *Remember Ruben* et de *Petites gouttes de chants pour créer l'homme*.

**Pierre Fandio** : Titulaire d'un doctorat de littérature africaine de l'Université de Yaoundé et d'un doctorat de littérature comparée de l'Université de Grenoble, il enseigne les littératures francophones hors d'Europe et la littérature comparée à l'Université de Buea, au Cameroun. Il a publié un certain nombre d'articles dans des revues scientifiques d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Afrique, notamment, *LittéRéalité*, *Dalhousie French Studies*, *Bulletin Francophone de Finlande*, *Palabres*, *Voices*, *Orées*, *Epasa Moto*, *Mots pluriels*, *Présence Francophone*, *ALA Bulletin*, *Les Cahiers du Cerpanac*, etc. Il a participé au *Dictionnaire des œuvres littéraires négro africaines d'expression française au sud du Sahara*, volume II, en 1996. Ses recherches portent sur l'institution littéraire en Afrique contemporaine.

### Références

AMOUGOU, Aimé Francis (2001). « René Philombe, tel qu'en lui-même », *Cameroon Tribune*, 11 novembre.

ANSART, Pierre (1977). *Idéologie, conflits et pouvoirs*, Paris, PUF.

BIKELE, Yvette (2002). « Un écrivain profond : l'ensemble de son œuvre a contribué à réveiller les consciences sur les problèmes africains », *Cameroon Tribune*, 9 octobre.

BOURDIEU, Pierre (1996). *Sur la télévision*, Paris, Raison d'agir/Liber.

-- (1984). *Homo academicus*, Paris, Éditions de Minuit.

CHEVRIER, Jacques (2001). « Mongo Beti : romancier et redoutable polémiste », *Le Monde*, jeudi 11 octobre : 14.

ELA, Jean-Marc (2001). « Colère et vertu de la révolte », *Mutations*, 20 novembre.

ENO-BELINGA, Thérèse, Jaqueline RABOT et Nzuji MAKALA-KADIMA (1979). *Bibliographie des auteurs africains de langue française*, 4<sup>e</sup> édition, Paris, Fernand Nathan/Classique du monde/RFI.

FANDIO, Pierre (2002). « Consécration autonome de la littérature camerounaise postcoloniale, l'envers du décor. », *Dalhousie French Studies*, vol. 61, hiver.

-- (2001). *Orées*, Montréal, Université Concordia, vol. 1, n° 1, été <<http://www.orees.concordia.ca/archives/essai/fandio.shtml>>.

-- (2001). « Hommage à Mongo Beti, l'Isère joue les prolongations » <<http://www.cameroon-info.net>> (novembre).

-- (2001). « René Philombe est mort : vive le vrai héros » <<http://www.cameroon-info.net>> (octobre).

-- (2001). « Mongo Beti, l'honneur de rester fidèle jusqu'au bout », *ALA Bulletin*, vol. 27, n° 3, été.

HAMON, Hervé et Patrick ROTMAN (1981). *Les intellocrates. Expédition en haute intelligentsia*, Paris, Éditions Ramsay.

- HUGUET, Daniel et Félix Nicodème BIKOÏ (1989). « La littérature camerounaise dans l'enseignement secondaire général au Cameroun de 1960 à 1988 », *Notre librairie*, n° 99, « Littérature camerounaise », Paris, CLEF.
- JACCARD, Roland (1979). *La folie*, Paris, PUF (« Que sais-je? »).
- LEWAT, Osvalde (2002). « Roi sans couronne », *Cameroon Tribune*, 9 octobre.
- MOLLO OLINGA, Jean-Marie (2001). « Mongo Beti, le professeur en rébellion », *Afrique Magazine*, novembre.
- MONGA, Célestin (1990). « Mongo Beti règle ses comptes », *Jeune Afrique Économie*, n° 136, octobre.
- MOURALIS, Bernard (1984). *Littérature et développement*, Paris, Silex/ACCT.
- MVOGO, Raphaël (2001). « L'ultime scénario : le grand écrivain s'est éteint dans la nuit de dimanche à Douala », *Cameroon Tribune*, 9 octobre.
- NDONGO, Fame (2001). *CRTV-Télévision*, 12 novembre.
- OWONA, Grégoire (2001). *Nouvelle Expression*, 9 octobre.
- OWONA, Roger (2001). « Commentaire. Plongée d'un Albatros sublime », 9 octobre.
- PHILOMBE, René (1984). « Lettre ouverte au président Paul Biya », *Peuples noirs – Peuples africains*, n° 39, mai-juin.
- POPOVIC, Branco (1997). *Version d'une œuvre littéraire*, Lausanne, L'Âge de l'homme.
- RICARD, Alain (1975). *Livre et communication au Nigeria*, Paris, Présence Africaine (coll. « À dire »).
- SALIEN, François (1983). « *Mission terminée*, roman de Mongo Beti », dans Ambroise KOM (dir.), *Dictionnaire des œuvres littéraires négro-africaines de langue française. Des origines à 1978*, Sherbrooke/Paris, Naaman/ACCT.
- TCHOUNKEU, Séverin (2001). « Le tocsin de l'iconoclaste », *La Nouvelle Expression*, 9 octobre, numéro spécial.
- TOBNER, Odile (1979). « La parole noire face à la critique et au pouvoir francophone », *Peuples noirs – Peuples africains*, n° 11, septembre-octobre.
- ZIMMER, Wolfgang (1986). « Chanter pour ceux qui n'ont pas le droit de chanter : entretien avec René Philombe sur son œuvre dramatique », *Peuples noirs – Peuples africains*, n° 51, mai-juin : 59-77.